

Creuse-Citron

Journal de la Creuse libertaire - N°8 - 2^{ème} trimestre 2006, prix libre...

**...Et maintenant : Faut
que ça saute !**



Depuis 2002 les atteintes incessantes au Code du Travail n'ont cessé de s'amplifier. Les baisses d'impôts pour les plus riches, les exonérations des cotisations sociales dues par les patrons, l'accentuation du contrôle social pour les plus démunis ainsi que la criminalisation de tout mouvement social sont les faits marquants du quinquennat de Chirac et de ses sbires.

Jamais un gouvernement de la cinquième république n'a autant été contesté. Dans la continuité de Raffarin, Villepin enfonce le clou.

La Chiraquie, toutes les prostituées des valeurs de la république ainsi que les partisans de la fameuse démocratie parlementaire, sont dans un coma dépassé. Leur déroute face au mouvement anti-CPE a fait rire le reste du monde. Maintenant, ils promulguent des lois en demandant de ne pas les appliquer. Ce comportement anticonstitutionnel déclenche à la fois risée et colère.

Ces fameux élus du peuple ont atteint leur seuil d'incompétence. Il est temps que ça s'arrête. Leur modèle de société libérale vouée au profit et au sabotage de la planète est définitivement foutu.

Place aux alternatives et que ça saute !



Tous en colère

T'es jeune, tu sautes : p 2-3

La gueule toute verte

Les champs du départ : p 4-5

Mauvaises

fréquentations

Brig Laugier, tous pliés : p 6-7

La voix de leurs maîtres

Médias libres, une utopie militante : p8-9

Capitalisme à la poubelle

Faut pas chariah : p 10

Des menottes pour les bébés : p 11

Mauvaises lectures

Aux armes, citoyens : p 12

Revue de crise

Presse et Béruriers, tous noirs : p 13

Mémoire aux poings

La Charte d'Amiens : p 14

Mémoire récente

Le CIRA : p 15

Vous êtes cernés : p 16

**NI CPE NI CDI
DU TEMPS POUR VIVRE !**

2 – Tous en colère

LES CONTRATS D'AVENIR (RADIEUX?)

CONTRAT D'AVENIR :
J'argumente pour convaincre l'employeur

Ce contrat répond à vos besoins ...

- il facilite la gestion de vos ressources humaines (promotion interne, départs en retraite...)
- il vous permet de satisfaire des besoins collectifs :
 - sécuriser les sorties d'école,
 - assurer le portage de repas, assister les titulaires des divers services communaux, être à l'écoute des jeunes dans les quartiers difficiles ...

... pour un coût modique, grâce aux exonérations de charges et aux aides de l'Etat.

L'embauche en contrat d'avenir vous donne droit à l'exonération :

- des cotisations patronales de sécurité sociale, d'allocations familiales et d'accidents du travail,
- de la taxe sur les salaires, de la taxe d'apprentissage et de la participation à l'effort de construction.

Le coût global de ce salarié représente pour l'employeur :

- 66 euros les six premiers mois,
 - 152 euros les six mois suivants
 - 294 euros pendant le reste du contrat,
- soit un coût moyen de 200 euros par mois pour une durée de 24 mois.

NB : En outre, le bénéficiaire du contrat :

- n'est pas pris en compte dans votre effectif,
- ne touche pas d'indemnité de précarité en fin de contrat.



↑
Marque-page à usage de pense-bête distribué aux conseillers ANPE et récupéré par un chômeur.

On entend beaucoup parler des contrats CPE et CNE... beaucoup moins des Contrats Avenir. Pourtant, plusieurs milliers de personnes ont signé ce contrat inventé par Borloo en mai 2005.

Au début, ces contrats étaient de 2 ans pour un travail de 26 heures hebdomadaires plus un temps de formation obligatoire laissé au choix de l'employé(e). Les patron(ne)s n'avaient pas le choix : ils(elles) devaient signer pour 2 ans ! Bien vite, Borloo et sa clique du ministère du Travail ont "assoupli" la contrainte : le patronat peut désormais choisir la durée du contrat (6 mois, 1 an...) mais jamais plus de 2 ans ! Hormis pour les plus de 50 ans, le contrat est renouvelable : histoire d'aller jusqu'à la retraite...

Cette volte-face après quelques mois d'application de ce nouveau contrat est expliqué par le patronat lui-même :

"C'est trop long ! Il y a trop d'incertitudes ! Les employé(e)s peuvent nous lâcher en cours de route !" Il faut rappeler que ledit patronat n'a pas le droit de casser le contrat : ceci doit expliquer cela !

En tout cas, l'esclavage moderne existe bien encore : corvéable à merci et sûr de rien. Précarité à tous les étages ! Les Contrats Avenir ont remplacé les CES. Merci Borloo pour cet avenir digne de Madame Soleil !

Alain DROPSY

COMITES DE LIAISON



Dans le cadre de la loi sur l'exclusion, une loi de Juillet 1998 stipule que doivent se créer des Comités de Liaison afin d'instaurer un dialogue, au moins trois fois par an, entre l'ANPE, qui en a l'initiative, les syndicats de salariés et les associations de chômeurs.

AC ! 23, seule association de chômeurs du département, réclame depuis le 12 Janvier 2006 la relance de ce comité de liaison. Mais en vain. Face au silence méprisant de l'agence, des militants d'AC se rendent sur place, en pleine période d'incendie de locaux d'agences, avec force tracts pour informer sur place les usagers et exiger une entrevue avec la directrice. Deux mois après, un courrier de cette directrice nous informe de la nomination d'un nouveau directeur, qui "s'engage à donner suite à notre demande".

Ce ne serait pas du foutage de gueule, ça ?

AC !23

APPEL DE RASPAIL

AUX ÉTUDIANTS, CHÔMEURS, SALARIÉS PLUS OU MOINS PRÉCAIRES, DE FRANCE ET DE NAVARRE, A TOUS CEUX QUI SONT CES JOURS-CI EN LUTTE CONTRE LE CONTRAT PREMIERE EMBAUCHE, ET PEUT-ÊTRE CONTRE BIEN PLUS QUE CA...

Puisque nous parvenons de plus en plus précisément à envisager le moment où la Terre sera entièrement consommée par notre mode de vie, Puisque les scientifiques en sont réduits à nous promettre la colonisation d'autres planètes à consommer,

Nous, salariés et étudiants, stabilisés ou occasionnels, de la région parisienne et d'ailleurs, occupants du Centre d'Étude des Modes d'Industrialisation au 4^e étage de l'EHESS en ce premier jour du printemps, voulons réfléchir à ce que pourrait être une vie pérenne et souhaitable dans un autre monde fini,

Il nous semble impossible de poser la question de la précarité des emplois et des revenus monétaires sans poser aussi celle de la précarité de la survie humaine globale. En ces temps de désastre écologique très avancé, nous pensons qu'aucune position politique et aucune revendication qui n'intègre pas le caractère d'impasse du développement économique, de la croissance, ne peuvent avoir la moindre valeur.

Nous sommes donc à la fois fantastiquement utopistes et radicalement pragmatiques, bien pragmatiques au fond que tous les gestionnaires «crédibles» du capitalisme et des mouvements sociaux (quand UNEF rime avec MEDEF...).

Nous voulons briser le culte dont sont l'objet les créateurs d'emplois et de richesse, réhabilités avec le concours de la gauche dans les années 1980. Aucun discours sur l'exploitation et la précarité n'a de sens et d'efficacité s'il s'interdit de malmenager comme ils le méritent ces «bienfaiteurs de la collectivité».

Nous voulons aussi lever le tabou de ce mouvement anti-CPE : la perspective du plein-emploi, qui sous-tend la plupart des mots d'ordre et des revendications, n'est ni réaliste ni désirable.

Le travail humain, en Occident, est supprimé massivement par les machines et les ordinateurs depuis plusieurs dizaines d'années. Il n'a certes jamais été autre chose qu'une marchandise pour le capital, mais ce qui a changé au stade actuel du «progrès» technologique c'est que l'accumulation d'argent exige moins d'humains à exploiter qu'avant. Il faut se mettre dans la tête que le capitalisme ne peut plus créer assez d'emplois pour tous. Et reconnaître qu'en plus, ceux qu'il crée encore péniblement sont de plus en plus vides, déconnectés de nos besoins fondamentaux.

Dans ce système, la production matérielle est délocalisée vers les pays «en voie de développement», où se concentre ainsi le

(Suite page 3)

Vous étiez dessous, mettez vous dessus. Voilà la révolution !

(Suite de la page 2)

désastre écologique (même si nous ne sommes pas en reste...).

Et chez nous, dans notre économie de services prétendument immatérielle, fleurissent les emplois de serviteurs : esclaves des cadences robotiques, domestiques des «services à la personne» (voir les récents plans Borloo), petits soldats du management.

Ce mouvement ne sera fort et porteur d'avenir que s'il fait entendre une critique lucide du travail moderne. Et s'il permet d'établir définitivement qu'il n'y aura pas de sortie de crise. Loin de nous laisser abattre, nous voulons faire de ce constat une chance.

Nous pensons qu'un mouvement social conséquent doit se donner pour but d'aider l'économie à s'effondrer. Le monde actuel ne connaît pas d'en-dehors, on ne peut pas espérer le fuir. Il faut donc patiemment y constituer des milieux de vie où l'on puisse produire ses moyens de subsistance sans le concours de la machinerie industrielle, et où émergent de nouveaux rapports humains, dégagés d'elle.

Il faut dans le même temps entreprendre le démantèlement de pans entiers de l'appareil de production existant, inutiles ou nuisibles.

Bien sûr, tout cela exige, dans nos discours comme dans nos pratiques, un rejet résolu de l'Etat et de ses représentants, qui seront presque toujours des obstacles à nos projets d'autonomie.

CESSONS DE RÉCLAMER UN EMPLOI STABLE POUR CHACUN

(même s'il arrive à tout le monde de chercher du boulot ou de l'argent)
QUE LA CRISE S'AGGRAVE!
QUE LA VIE L'EMPORTE !

Les occupants du Centre d'Etude des Modes d'Industrialisation (à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, bd Raspail à Paris), constitués en Comité Pour la Désindustrialisation du Monde, entre l'aube du 21 mars 2006 et le milieu de la nuit suivante.



**Plus de caresses
 Moins de CRS**

A la Saint Villepin, tapes sur l'Etat, pas dans tes mains !

La France vient de connaître des événements sociaux de grande ampleur, principalement animés par les jeunes étudiants et lycéens, avec des salariés un peu à la remorque. Ce ne fut pas un remake des événements de mai 68, ce fut autre chose. C'est normal, le contexte a beaucoup changé tant sur le plan politique qu'économique.

Auparavant, il y avait eu 1986 avec les lois Devaquet, puis le puissant mouvement des lycéens en 2005, qui n'ont rien à voir avec les mouvements de décembre 1995 ou du printemps 2003, essentiellement animés par les salariés. Les événements du printemps 2006 ont été sans doute d'une ampleur supérieure aux précédents sur de nombreux plans.

La Creuse, petit département rural, avec un



peu plus de 120 000 habitants, sans grands centres urbains, peu de tissu industriel et pas d'université, n'a pas été en reste. Les jeunes creusois se sont engagés dans la lutte sans complexes avec peu de moyens et une certaine inexpérience.

Ce fut très inégal selon les endroits. Guéret fut le lieu principal des luttes même s'il y eut quelques mouvements à La Souterraine et dans une moindre mesure, à Aubusson, Bourgneuf et Felletin.

Les plus gros lycées ont joué un grand rôle ainsi que les positions prises par les personnels de direction. Cela est allé de la sympathie, sans aller peut-être jusqu'à un soutien franchement ouvert, jusqu'à l'intimidation, la menace et l'intervention des forces de répression.

Par exemple, à Aubusson, les élèves les plus actifs et les plus désireux de "radicaliser" leur mouvement ont été menacés d'intervention de la gendarmerie et d'arrestations si le lycée était bloqué.

De même, les forces de répression ont été appelées pour une évacuation lors d'un début d'occupation des plus pacifistes ! C'est sans doute le seul cas de ce type en Limousin : des "responsables" faisant un zèle dépassant, et de loin, les désirs de leurs supérieurs, recteur ou ministre. Mais c'est

vrai qu'à toute époque, il y a eu des gens pour être plus qu'aux ordres, pour devancer la collaboration demandée. Et après ce sont les mêmes que l'on retrouve dans la promotion de "l'éducation citoyenne" des lycéens ! Il vaut mieux en rire même si ces attitudes de "chiens de garde" zélés doivent être dénoncées avec la plus grande vigueur.

A Guéret, les lycéens s'organisent petit à petit avec quelques difficultés tout de même. Leur jeunesse et leur inexpérience politique et syndicale ne facilitèrent pas les choses. Le syndicat lycéen, UNL, apparut ici ou là mais n'a jamais eu de véritable existence et activité, sans parler du MJS ou autres, totalement inexistants ; mais peut-être ce fut là un bel avantage ?

Malgré cela, les lycéens surent développer un mouvement et des actions que les salariés n'ont pas été capables de rejoindre, sinon dans les "grandes journées nationales de mobilisation", bien calmes et bien élevées, assurant en quelque sorte le "minimum syndical" !

Pas découragés, les lycéens se lancèrent dans le blocage de leurs établissements et par la suite, d'axes routiers. La répression avec son cortège de violences policières a finalement été évitée en Creuse, même si certains moments ont pu être plus "chauds", comme lors de l'envahissement des bâtiments de l'inspection académique.

Un bel exemple pour les salariés, syndiqués ou non, que ce mouvement de jeunes sans complexe qui a su tracer son chemin de lutte tout seul. De plus, ils ont été les rares à développer des mots d'ordre dépassant le simple "retrait du CPE" revendiqué par toute l'intelligentsia politique et syndicale. Ils ont compris que le CPE n'était que la partie émergée d'une plus vaste "saloperie" dont ils feraient assurément les frais, mais pas tous seuls !!



Espérons que ces luttes ne soient qu'un échauffement, que le début d'une "gymnastique révolutionnaire", chère à l'anarchiste italien, Malatesta.

En d'autres temps, le mot d'ordre était :
**CE N'EST QU'UN DEBUT,
 CONTINUONS LE COMBAT !**

4 – La gueule toute verte... et noire

Les champs du départ ?

Après avoir longuement étudié, disséqué, concassé, synthétisé pratiques et savoirs paysans, les "experts hors-sol" sont formels : les culs-terreux, bouseux, ploucs, péquenots et autres pedzouilles doivent débarrasser le plancher des vaches pour laisser la place à quelques exploitants agricoles super productivistes.

A leur suite, certains zélus zélés se lâchent : "L'agriculture française est en voie de ringardisation dans les milieux politiques et notamment auprès des députés urbains. Ces derniers considèrent que ce secteur va disparaître comme les charbonnages et le textile" (Antoine Hert, député alsacien).

Ainsi donc les dernières traces des valeurs paysannes "archaïques" devraient s'effacer sous le vent du "modernisme" capitaliste dont les "réussites" sur le plan social, alimentaire, environnemental donnent envie d'échouer !

Ainsi donc l'industrialisation de l'agriculture devrait karchériser les 50 % de la population active mondiale qui se consacre, encore, à la tâche si dérisoire de nourrir l'humanité !



Liber-terre ou proprié-terre ?

"Si les hommes crachent sur la terre, ils crachent sur eux-mêmes, la terre n'appartient pas à l'homme, l'homme appartient à la terre" déclarait en 1854 un vieil indien dwamisch au président des Etats-Unis. En Europe une partie de la terre est restée longtemps bien commun dans les "communaux" qui en assuraient l'usage à l'ensemble des membres d'un village.

Plus récemment les comités de terre kanaks luttaient en Nouvelle-Calédonie pour sa réappropriation collective. De même au Mexique la révolution zapatiste de 1910 avait conduit à la "ley de ejidos" qui entérinait la propriété sociale de la terre distribuée de façon communautaire à des groupes de paysans (plus de 50 % des terres en 1940). C'est la mise en place de l'ALENA

(USA, Canada, Mexique) qui a conduit à la privatisation de l'ejido en 1992.

C'est que le développement du capitalisme implique la mise à disposition d'une main d'œuvre abondante et bon marché. L'essor de l'industrialisation s'appuya sur les "lois d'enclosure" (18ème siècle en Angleterre, 19ème en Europe) imposant la substitution de l'agriculture individuelle au communalisme par l'obligation des clôtures. De gros propriétaires évincèrent les petits tenanciers qui partirent grossir les rangs du prolétariat naissant. Il n'était pas rare que ces nouveaux esclaves soient enfermés la nuit dans les manufactures... Vider les campagnes pour remplir les usines nécessite de casser les liens avec la terre.

Les patrons européens attendent avec convoitise la ruine de quatre millions de petits paysans dans les pays de l'Est qui ont rejoint l'UE. Le "miracle" chinois actuel est basé sur les facilités offertes par le Parti-Etat totalitaire aux capitaux occidentaux pour surexploiter plusieurs centaines de millions de paysans déracinés.

La terre a pris une valeur marchande, peut être vendue, concentrée, confisquée, détruite. Même les dieux s'en mêlent, le Conseil Constitutionnel iranien justifiant ainsi l'annulation des lois donnant aux paysans les terres des grands domaines : "La religion tient la propriété comme sacrée".

L'agrobizness est dans le pr

Les pratiques paysannes étaient fondées sur l'utilisation des ressources locales, l'auto-fourniture en énergie, l'autonomie des connaissances et des modes de vie, l'importance de la socialisation. C'est après la seconde guerre mondiale que les efforts conjoints de politiciens, économistes, technocrates et agronomes ont fortement accéléré le déploiement de l'agriculture productiviste.

Dans les campagnes apparaît alors une nouvelle génération "moderniste", largement influencée par la JAC (Jeunesse Agricole Catholique) très présente dans le CNJA (Centre National des Jeunes Agriculteurs). La messe était dite, l'exode rural, accentué par la baisse des prix agricoles, était programmé : "Le problème paysan c'est comme celui des anciens combattants : tous les jours il en disparaît, si bien que la question se réglera d'elle-même" (Général De Gaulle) ou encore, "Il appartient aux dirigeants agricoles d'expliquer aux agriculteurs que, dans leur propre intérêt, un certain nombre d'entre eux doit s'orienter vers d'autres activités" (Michel Debatisse, JAC, secrétaire général CNJA puis FNSEA).

Alors que les paysans avaient toujours innové par la fertilisation, l'irrigation, l'amélioration des semences, la sélection de races... la recherche agronomique concentrée dans des laboratoires et des champs d'essais

impose un "savoir hors-sol" lié aux industries agroalimentaires (machines, engrais, semences hybrides, pesticides, antibiotiques, hormones...).

En particulier la chimisation galopante a permis après-guerre la reconversion des industries chimiques liées à l'armement. La spécialisation, facilitée par les transports à bas prix, entraîne la monoculture qui épuise les sols et fragilise les plantes. Par l'imposition des semences hybrides, aujourd'hui des OGM, les paysans doivent se fournir auprès de grandes firmes internationales, ce qui amène la disparition de la quasi-totalité des semences locales rustiques. Il existait 2 000 variétés de riz au Sri Lanka, les associations locales ont pu en sauvegarder une dizaine. Sur les 50 000 espèces de plantes alimentaires de la planète, seules 150 sont inscrites au registre international.

Moins connu, mais tout aussi redoutable, le système des brevets oblige les paysans des pays du Sud à payer pour des plantes qu'ils cultivent depuis des millénaires ! Ainsi "Conservation International", qui regroupe les 50 plus grandes multinationales américaines, achète des terres dans des zones riches en biodiversité (Chiapas, Colombie, Indonésie...) afin d'en tirer des brevets et des médicaments.

Le paysan, qui participait autrefois à la transformation des produits (abattages, conserves, produits laitiers), voit sa cour de ferme envahie par les industries agroalimentaires entraînant une baisse de la part agricole dans le prix final. Le paysan est devenu un rouage d'une mécanique industrielle sur laquelle il n'a aucun contrôle.

Cultures contre nature

Les paysans connaissent en majorité la solitude, les longues journées (40 % travaillent plus de 55 heures par semaine), les faibles revenus (60 % ont moins que le SMIC), l'endettement, la dépendance aux subventions, les pressions des techniciens, des financiers, du marché, des multinationales... Une grande partie de leurs tâches a été accaparée par le secteur agro-industriel.

Un agriculteur qui s'installe "crée" plusieurs dizaines d'emplois : machines, aliments du bétail, biotechnologies, agronomes, chimistes, banques, vétérinaires, transports, commercialisation, mutuelle... 80 % des produits sont conditionnés par l'industrie agroalimentaire qui "enrichit" nos aliments de conservateurs, édulcorants, stabilisateurs, antioxydants, correcteurs d'acidité, antiagglomérants, antimoussants, émulsifiants, exhausteurs de goût, gélifiants, agents d'enrobage, humectants, amidons, gaz d'emballage, stabilisants, épaississants... Bon appétit ! Sont sélectionnés les produits qui peuvent se stocker, se transporter, au

La gueule toute verte... et noire - 5

détriment des qualités gustatives et nutritionnelles. Ainsi la majorité de la population consomme des aliments normalisés, empoisonnés aux pesticides et additifs chimiques.

Depuis 50 ans plus de 100 000 molécules chimiques s'accumulent dans la nature ; seulement 3 000 ont été testées et on ne sait rien des effets de leurs combinaisons ! 70 % de l'eau disponible sur la planète est utilisée par l'agriculture, épuisant les zones aquifères (culture du maïs, variétés sélectionnées de riz et de blé nécessitant trois fois plus d'eau...).

Aujourd'hui les rendements stagnent alors que 500 espèces d'insectes, 150 maladies des plantes, 70 types de champignons parasites sont devenus résistants aux produits chimiques ! Les hausses de productivité claironnées ne tiennent aucun compte de l'énergie consommée, des intrants* chimiques, ni bien sûr de l'environnement et de la vie des gens. Une étude anglaise réalisée en 1995 dans 52 pays démontre que pour produire une même quantité de nourriture l'agriculture industrielle nécessite 60 fois plus d'intrants que la polyculture traditionnelle. Pourtant les choix des "décideurs" restent les mêmes et sont symbolisés par la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et

l'Agriculture). Depuis sa création en 1945, elle a vanté le productivisme à outrance auprès d'une paysannerie considérée comme ignorante. En 1966 elle a impulsé la création de l'ICP (Industry Cooperative Program), coordonnant 100 firmes agroalimentaires, 90 % des fabricants de machines agricoles et des producteurs de pesticides... afin de "stimuler l'expansion agro-industrielle dans les pays en développement". En 2004 elle préconise l'utilisation des biotechnologies pour les cultures vivrières de base telles que manioc, pomme de terre, riz, blé !

Sous les pavés... la terre ?

Face aux catastrophes écologiques, sanitaires et humaines qui s'amplifient, le capitalisme avance de nombreuses "solutions" : "agriculture raisonnée", imposture mitonnée par la FNSEA et l'agro-industrie promettant un zeste de pesticides et d'engrais en moins tout en préservant le système énergivore et réducteur de biodiversité ; "développement durable", contradiction dans le domaine agricole a contribué à détruire ressources locales et cultures vivrières ; "commerce équitable", supercherie** apportant bonne conscience au consommateur tout en conservant les rouages du marché mondial (transports, transformation, emballage, distribution...) ;

"tourisme solidaire", fumisterie participant à la transformation d'un espace de travail et de vie en espace de loisirs marchands...

Sortir des absurdités du système implique une rupture totale basée sur les valeurs paysannes d'autonomie, de solidarité, d'équilibre.

Aujourd'hui, partout dans le monde, de nombreux paysans s'y investissent à travers des luttes et des pratiques renouvelées : paysans français "hors-normes" se passant des aides à l'installation, paysans brésiliens récupérant des terres par l'action directe, coopérativistes andalous retrouvant les principes libertaires de la révolution espagnole, paysans sud-coréens manifestant contre les sommets mondiaux...

Toutes ces initiatives dépassent le corporatisme et nous concernent tous : Creuse-Citron y reviendra dans un prochain numéro.

Elan Noir

En souvenir de mon grand-père qui m'avait dit, peu avant sa mort survenue dans sa 96ème année, qu'il ne regrettait pas sa vie de petit paysan creusois, car il aimait la liberté et n'aurait pas supporté qu'un patron lui donnât des ordres.

* intrant : tout ce qui vient de l'extérieur de l'exploitation agricole (engrais, pesticides...)

**voir Creuse-Citron n°1



Paroles Indiennes

Voyez mes frères, le printemps est venu ; la Terre a reçu l'étreinte du Soleil et nous verrons bientôt les fruits de cet amour. Chaque graine s'éveille et de même chaque animal prend vie. C'est à ce mystérieux pouvoir que nous devons aussi notre existence ; c'est pourquoi nous concédons à nos voisins, même à nos voisins animaux, le même droit qu'à nous d'habiter cette terre. Pourtant, écoutez-moi, vous tous, nous avons maintenant affaire à une autre race, petite et faible quand nos pères l'ont rencontrée pour la première fois, mais aujourd'hui grande et arrogante. Assez étrangement, ils ont dans l'idée de cultiver le

sol et l'amour de posséder est chez eux une maladie. Ces gens-là ont établi beaucoup de règles que les riches peuvent briser mais non les pauvres. Ils prélèvent des taxes sur les pauvres et les faibles pour entretenir les riches qui gouvernent. Ils revendiquent notre mère à tous, la Terre, pour leur propre usage et se barricadent contre leurs voisins ; ils la défigurent avec leurs constructions et leurs ordures. Cette nation est pareille à un torrent de neige fondue qui sort de son lit et détruit tout sur son passage. Nous ne pouvons vivre côte à côte.

Paroles de Tatanka Iyotanka (Sitting Bull) chef Lakota Hunkpapa

La chasse aux plantes sauvages est ouverte

Biotope, coopérative de quinze producteurs en montagne, vend sous diverses formes 52 plantes appartenant aux savoirs populaires et à usages alimentaire, hygiénique, tinctoriaux ou agricoles.

Elle a été récemment condamnée (le jugement est en appel) par le tribunal correctionnel de Nîmes pour avoir vendu de la prêle des champs !

Or toute plante inscrite à la pharmacopée non exclusivement médicinale est libre à la vente hors officine, telle la prêle utilisée notamment en alimentation et en agriculture

biologique (purin de prêle). En fait le tribunal argue d'une directive européenne « Nouveaux aliments » réglemant toute nourriture « dont le procédé de production entraîne des modifications significatives de leur valeur nutritive ou de leur teneur en substances indésirables ».

Il est significatif qu'un texte qui visait les OGM soit utilisé pour la prêle, d'origine préhistorique et de cueillette sauvage, donc non manipulée !

Les services de la répression des fraudes du Gard traquent aussi d'autres plantes

traditionnelles : bleuet, bouleau, buis, souci, millepertuis...

En fait il s'agit de s'attaquer à cette filière et à la libre consommation de plantes utilisées dans de nombreux pays depuis très longtemps.

C'est pourquoi Biotope propose à la signature une pétition disponible par courriel (biotope@biotope-fr.com).

Informations extraites de "Campagnes solidaires", février 2006

Si un jour la merde prend de la valeur, les pauvres naîtront sans cul

6 – Mauvaises fréquentations

Plieuse de culture ? entretien avec Brig Laugier

Brig Laugier est une artiste plasticienne qui pose souvent sa valise en Creuse. Depuis quelques années, elle a entrepris de plier les pages des livres pour créer d'étonnantes sculptures. Loin de l'esthétisme, son œuvre est directement en prise avec le monde qui nous entoure. Pour Brig, plier des livres n'est pas une provocation gratuite, c'est une activité porteuse de sens social et politique.

Tu signes Brig Laugier "sculptrice de livres" ; quand j'ai connu ton travail le qualificatif qui m'est venu est "plieuse de culture". Est-ce que cette appellation te convient aussi ?

Pourquoi pas ? J'aime bien jouer avec les mots. Du volume je fais un Volume. J'avais quelque chose à dire sur le livre. Un jour, envahie par les livres, il fallait que j'en fasse quelque chose : les donner à une bibliothèque, les jeter. J'ai décidé de les prendre comme matière. J'en avais marre aussi de vivre avec des gens qui tiraient leur expérience uniquement de la lecture. Alors j'ai transformé le livre en quelque chose de plus positif. Avec ma matière je suis assurée de réactions épidermiques, il y a forcément un côté provocation, qui déclenche très rapidement la communication.

L'idée est de prendre le livre et d'avoir un seul geste. Mon geste je l'ai trouvé, c'est le geste du pli, page par page, et le livre reste intact. Il s'agit simplement d'une métamorphose d'une matière première qui est le livre. A chaque page je garde le geste de la lecture puisque c'est page après page que je travaille. A chaque livre le résultat donne une forme différente. Mais je travaille aussi sur la notion de l'intact puisque le livre est intact : toutes les pages sont là et il n'y a pas de geste de destruction, seulement de transformation.

C'est à dire que le livre plié reste lisible si on défait chaque pli ?

Oui cela reste possible, mais mon travail c'est de sortir de la fonction du livre qui est d'être lu, évidemment : je vois une autre fonction qui est d'être une matière entre mes mains. Je ne recherche pas à faire de l'esthétisant, il se trouve qu'à la fin c'est beau, tant mieux pour moi et pour tout le monde, mais ce n'est pas mon propos. La forme au final peut être une traduction de ce que j'ai pensé du contenu.

Tu lis le livre en même temps que tu le transformes ?

D'une certaine façon, avant de transformer le livre j'ai besoin d'en palper le contenu, pas forcément d'en faire une lecture complète, mais au moins de savoir de quoi ça traite.

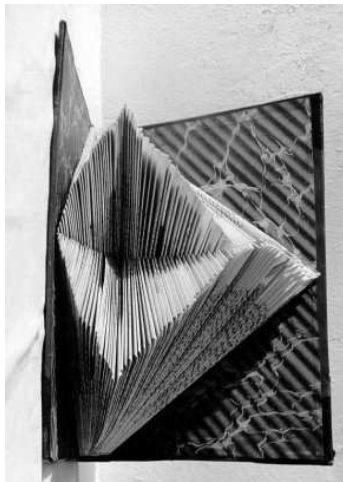
Par contre tu t'interdis de l'abîmer ou de le transformer de façon irrémédiable ?

Ce n'est pas une interdiction mais une éthique : je ne conçois pas que mon travail soit une destruction. Il s'agit d'une transformation. Certains prennent ça pour une destruction car on ne peut plus le lire directement. Ce reproche m'est étranger. Il faut savoir que je travaille essentiellement

sur des livres qui sont hors circuit de la lecture, je ne ferai pas la démarche d'entrer dans une librairie acheter un livre pour le plier, il faut qu'il y ait une histoire, du hasard : je trouve, je récupère, on me donne, je sauve. Je me venge aussi : il y a des montagnes de bouquins de droit, de bouquins religieux, tous les petits missels.

Que faire de toute une littérature qui n'a plus cours ? Et bien je les "faillle" ! Je les mets en "gueule" !

Le premier livre que j'ai plié, je l'ai appelé "je gueule", le pliage l'ouvre comme une gueule.



Je peux étaler plein de formes parce que j'en ai fait des centaines mais ma forme de base c'est la faille (c'est par ça que j'ai démarré) et aussi la gueule : ouvrir le livre en forme de faille ou de gueule.

Mais ce n'est pas un travail artisanal technique avec un projet de forme à réaliser.

Il y a quand même un grand soin, le pliage est parfait

Oui, mais ça reste une improvisation car je ne connais pas la forme qui en résultera. Je prends le livre, je commence à plier quelques pages, je cafouille un peu et puis c'est parti, c'est la forme qui m'appelle. Au démarrage j'ai le sentiment par rapport à cette matière première de vouloir faire une faille ou une vague, ou une pyramide, des choses comme ça, très générales. Puis mon humeur du moment, ou une erreur de pliage peuvent me conduire ailleurs.

Le pli me fait mettre le texte à l'extérieur du livre, contrairement au livre qui est en rayon dont on ne voit que le dos. Je présente le texte de face, j'aère le livre, j'aère la culture. On m'a donné tous les titres : la dévoreuse, la plieuse perverse. J'avais besoin de ce geste, plier, fermer le texte, et au final

le livre est ouvert.

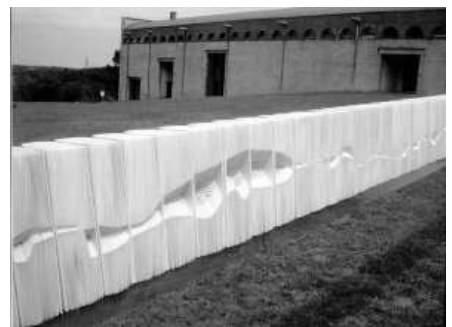
C'est fait très simplement, je suis contente de pouvoir faire une oeuvre avec un geste que tout le monde peut faire. Mon travail est simplement le travail d'une idée. Pour moi être artiste c'est ça. Tout le monde a des idées, mais que faire de ses idées, à qui en faire part ?

Je ne veux pas faire l'artiste qui fait quelque chose que personne ne peut faire. Ça intrigue beaucoup quand je dis que c'est très simple et que je n'ai que mes mains, sans aucun outil, et mes genoux sur lesquels je pose le livre. Je peux travailler n'importe où avec des gestes simples, et ma matière première je l'ai partout, il y a toujours un livre qui traîne par là.

J'aime bien travailler avec une matière existante. J'ai exposé à Eymoutiers au "Monde allant vers..." je fais partie des artistes qui travaillent avec des déchets recyclés.

Tu plies chaque livre individuellement, mais t'attaques-tu aussi à des séries ?

J'ai d'abord travaillé pièce par pièce, puis un livre en appelle un autre, comme les encyclopédies ou les tomaisons, j'ai alors travaillé par séries c'est à dire dans une autre dimension permettant d'envahir des espaces. Par exemple une série de livres de poche que j'ai faillés et ficelés, autre intervention que le geste du pli que je m'autorise. Je peux en faire des colonnades, comme des moulins posés les uns sur les autres en hauteur, ou bien une ligne continue blanche à l'horizontale. Ce sont des univers. Autre exemple, "conversation" : les trente cinq volumes d'une encyclopédie où j'ai créé une ouverture qui de livre en livre s'ouvre, se multiple, comme une vague.



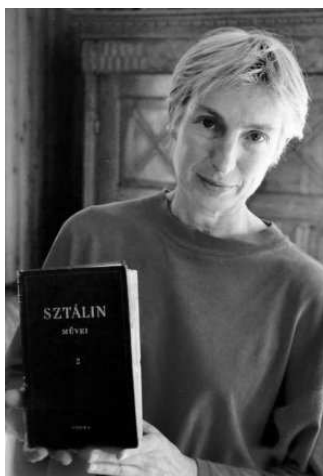
Mon propos est aussi dans l'installation. Les gens cherchent à quoi ça ressemble, par exemple les colonnes exposées dans des mangeoires à moutons ou suspendues représentent pour certains des moulins à prière ou des turbines. Mais je ne cherche pas à ce que ça ressemble à quelque chose.

Mauvaises fréquentations – 7

Je suis dans le concret puisque je plie du papier, mais je ne suis pas dans la cocotte en papier. Je n'ai aucun propos réaliste. C'est simplement une histoire de regard : on peut regarder n'importe quelle chose qu'on a autour de soi avec un regard autre que l'habituel, l'utilitaire. Je tourne et détourne les pages. Les enfants comprennent ça très bien, et je n'ai pas de problème avec le regard des enfants, ils n'ont pas cette réaction «c'est-y-pas malheureux de faire ça avec des livres» qu'on a tous.

Mettons que tu aies entre les mains le Droit à la paresse de Paul Lafargue et le Manifeste du Parti Communiste, est-ce que le contenu va influencer sur le pliage ?

Attends, j'ai un cadeau pour Creuse-Citron.



Brig Laugier revient avec en mains un volume plié "faillé" des oeuvres de Staline dans une édition hongroise de 1949.

Ce livre là a toute une histoire. J'étais invitée, en tant qu'artiste, à travailler en Hongrie. J'y trouvais plein de livres car chaque famille avait eu l'obligation d'avoir toutes les oeuvres de Lénine et de Staline. Certains les avaient jetés d'autres mis à la cave comme la famille qui m'hébergeait. Les livres avaient pris l'humidité, il y en avait toute une collection et j'ai travaillé avec ça. J'en ai fait des cercles et des lignes. Celui que je vous donne fait partie de cette série.

Tu as donc introduit une fêlure dans Staline.

J'ai travaillé aussi sur le petit livre rouge, et je l'ai traité comme je traite les missels, c'est le même papier, il n'y a que la couleur qui change ! Il y a des enluminures que je fais ressortir sur la tranche et ça m'amuse de les mettre côte à côte. J'ai aussi beaucoup plié la Bible.

Est-ce que tu plies pareil la Bible, le Coran et la Tora ?

J'ai plié, confronté et exposé les deux premiers, avec des formes identiques. J'ai dû retirer le Coran parce qu'on ne joue pas avec la parole de Dieu ! Le texte de l'expo était celui-ci «Je pleure toutes nos guerres, voici le Coran, voici la Bible, repliés sur eux-mêmes, textes mis au secret".

Creuse-Citron contemple un missel qui ressemble à une crête d'Iroquois

Même ceux qui ne sont plus cathos du tout tiennent à leur missel, nom de dieu. Il n'y a pas à dire, chacun de nous a ses limites. "Alors tu plies tout. Mais quand même pas..." Tu as toujours un "mais", peut-être que vous en avez un aussi ? Oui, mais ?

Dans l'église de Royère j'ai bloqué la nef avec un mur de livres isolant le choeur, les bigotes ont été choquées et ont fermé l'église. C'est une oeuvre conçue en rapport avec la destruction du mur de Berlin et la construction du mur en Palestine. Les deux cent cinquante livres utilisés sont des exemplaires invendus et trouvés par hasard d'un livre sur les graffitis du mur de Berlin. Chaque livre est plié pour qu'il prenne du volume, comme une brique et que je pose l'un sur l'autre comme un château de carte, c'est très fragile. Tu pousses un élément de la construction et tout s'écroule. Les murs sont construits mais ils sont fragiles.

Il y a donc un lien entre ton activité créatrice et ce qui se passe dans le monde ou tes positions politiques.

Ce lien est direct. Quand je parle du mur que j'ai travaillé en rapport avec le mur construit en Palestine et que je bloque le choeur avec, le rapport est direct. Quand je plie toute l'Encyclopedia britannica et que je veux exposer ça dans un lieu européen le rapport est là. Quand je plie les oeuvres de Staline que j'ai trouvées en cave en Hongrie. Quand je réclame qu'on me sorte des bibliothèques les petits livres rouges. Ce lien est aussi dans ma façon de dire : "qu'est-ce que c'est tous ces gens qui ne vivent qu'avec la lecture ?" Il y a le monde des gens qui ne lisent jamais et il y a le monde des gens qui ne font que lire qui vivent dans l'abstrait, le virtuel avec aujourd'hui l'ordinateur et internet qui sont en train de supplanter le livre.

Es-tu allée jusqu'à la destruction ?

Oui ! J'allume mon feu avec certains de mes travaux que je n'ai pas décidé de conserver. Le livre plié brûle très bien car les pages sont aérées, mais ça ne passe pas pour ceux qui en sont spectateurs, il y a double destruction : du livre et de l'oeuvre ! Mais on peut revenir sur le terme de destruction ; souvent invitée dans les bibliothèques j'ai pris conscience de l'existence du pilon. Qu'on ne vienne pas me dire que je détruis, au contraire je valorise certains livres qui ne sont jamais lus.

Quel est ton public, comment c'est reçu par les bibliothécaires, les libraires ?

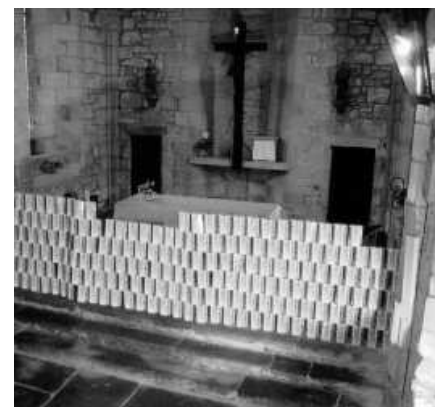
Mon travail touche tout le monde parce que tout le monde a eu un livre en mains un jour même si ce sont des gens qui ne lisent pas. Tout le monde a une position face au livre, qu'on le lise, qu'on le collectionne ou qu'on ne veuille pas y toucher, toutes classes sociales confondues. Quant à exposer dans une bibliothèque c'est souvent vécu comme une provocation : dans les librairies c'est

encore pire. J'aime bien ce côté provoc : il y a quelque chose de sacré dans le livre et on nous présente ça !

Pour moi la fonction de l'artiste est vraiment là : faire se poser des questions.

As-tu des expositions prévues en Limousin ?

Rien actuellement mais je suis prête à venir. Je préfère exposer dans des lieux qui ne soient pas dédiés à l'art : je préfère exposer dans une grange que dans une bibliothèque. Maintenant si j'expose je veux le faire dans un lieu où ça ait du sens, à propos d'un événement.



J'ai pu monter ce mur dans l'église parce qu'on est en Creuse, ailleurs je ne crois pas que ça aurait été possible.

J'aime bien être off, je n'arrive pas à être dans l'institutionnel. Au festival "Folie les mots" de Faux la Montagne, j'ai installé toute une encyclopédie sur la pierre du lavoir, une encyclopédie de merde, là je me suis vengée, j'avais le choix de tout remballer, mettre dans ma bagnole et ne pas savoir où le stocker, mais j'ai tout mis dans l'eau. On pourrait appeler ça un happening ou une performance mais moi je noyais la culture, à l'eau votre encyclopédie de merde ! Pour le Centre d'art Contemporain de Vassivière, j'ai fait une présentation "off", avec une équipe de copains du coin, en continu sur dix mètres de long. En utilisant tout une édition qui partait au pilon. Je n'attends pas d'être artiste invitée pour occuper un espace. Je suis dans le plaisir de l'action.

En fait, j'ai trouvé à "plier la culture", comme tu dis, pour "ne pas plier".



8 - La voix de leurs maîtres

Des médias libres? Une utopie militante

En marge du premier Salon des médias libres qui se tient à Chanteix en Corrèze, les 12 et 13 mai, (programme encarté dans le journal) voici quelques réflexions sur la liberté de l'information, thème qui touche Creuse-Citron de très près.



Enjeu majeur du pouvoir, l'information est détenue par une élite qui en choisit le contenu et la production, comme le montre le degré avancé de concentration que connaît le monde de l'édition, aujourd'hui entre les mains des plus grands groupes militaro-industriels. L'ensemble des médias forme un bloc présentant une unanimité suspecte : cette dépossession de la connaissance du réel anesthésie notre esprit et modèle notre opinion. Les règles de la démocratie ne sont-elles pas faussées ? Ne sommes-nous pas enfermés dans un culte de l'impuissance, dans une instruction de

l'ignorance ?

Patrick Le Lay, patron de TF1 disait en 2004 : "le véritable métier de TF1 est de vendre à Coca-cola du temps de cerveau humain disponible ..."

Alain Accardo, sociologue, écrit dans "casseurs de pub" de novembre-décembre 2005 : "La mainmise des groupes capitalistes sur les médias a tué leur indépendance. la liberté de la presse n'est plus qu'un mythe entretenu artificiellement par une profession qui, du fait de sa composante sociologique, est immanquablement attirée par un mode de vie bourgeois et consommateur, la défense de l'idéologie libérale et la haine des mouvements sociaux... (...)

Si ces groupes placent des capitaux énormes dans les médias, c'est à une double fin : d'une part pour en retirer de substantiels profits financiers, par le biais de la publicité principalement, d'autre part pour garder en main des moyens de peser sur la vie publique. En fait d'information, les médias sont devenus pour l'essentiel des instruments de propagande et d'imposition de l'idéologie dominante, c'est à dire des moyens "d'abrutissement des masses."

L'information n'est pas un produit comme les autres

Une presse libre est-elle forcément une presse parallèle, militante, bienveillante? La presse militante affiche la couleur, elle ne prétend pas à une objectivité consensuelle, elle est engagée dans un projet de transformation sociale. *Creuse-Citron* se situe dans cette optique, mais, revers de la médaille, il est produit par des non professionnels qui ne se prétendent journalistes à aucun moment, n'en n'ont pas les compétences et ont d'autres activités par ailleurs.

Si l'on veut que des journalistes professionnels puissent faire leur travail sans subir de pressions, ne faut-il pas affirmer que la presse est un service public au vrai sens du terme, c'est à dire échappant aussi bien aux lois du marché qu'à la mainmise de l'Etat ?

Un "almanach contre l'info transgénique"

C'est ainsi que se présente *L'Almanach critique des médias*, d'Olivier Cyran et Mehdi Ba, aux éditions *Les arènes*. Une lecture décapante dont voici un extrait.

On n'avait que l'embaras du choix : informations déformées, ou carrément bidon, charlataneries, amalgames, stéréotypes, téléachat, brouhaha idéologique, bourrages de crânes, soliloques prétentieux, effets de mode, renvois d'ascenseur et nuages de fumée, le florilège que vous trouverez dans ces pages n'est pas exhaustif, loin s'en faut [...].

En décroissant les genres et les thèmes, en regroupant contributions inédites et articles déjà publiés, en alternant les matraquages les plus récents avec les vieux classiques de la désinformation à la française, nous avons tâché de réunir dans un même volume les objets dispersés de la critique des médias.

Dans le dispositif médiatique, le "journalisme de terrain" est au mieux un alibi, au pire un obstacle. Les barons de la presse ne s'en cachent

même plus : "Mieux vaut rester au bureau, lire un bon rapport, connaître un dossier; mener des investigations sur Internet que courir micro en main à La Courneuve", expliquait en juin 2005 Jean-Paul Cluzel, le président de Radio France, devant la Société des journalistes. Comment s'en étonner?

Même si la noble figure du "grand reporter" est bien ébréchée elle aussi par des impostures [...] il lui arrive encore ici ou là de répondre à la définition que l'on voudrait se faire du journalisme : une activité foncièrement indisciplinée qui consiste à jeter un regard curieux sous le jupon des apparences, porter témoignage du monde qui nous entoure et des forces qui le gouvernent.

Or les médias ont besoin de discipline. Le journalisme, ils ne le conçoivent que sous forme de biens de consommation standards, plus ou

moins bâclés, plus ou moins nocifs, mais toujours bien ordonnés.

En ce sens, la critique des médias constitue bel et bien une défense du journalisme, une contribution pour sauver ce qui peut l'être et l'encourager à ne pas se confondre avec ses avatars dominants.



Lu dans "Le Plan B"

Entre le printemps 2004 et le printemps 2005, les trois principaux quotidiens "nationaux" ont bouleversé leur actionnariat : Le Figaro racheté par Dassault, Libération renfloué par Édouard de Rothschild (39 % du capital), et Le Monde recapitalisé par Lagardère à hauteur de 17 %.

Cette situation, inédite depuis 1944, n'a pas ému Alain Lancelot et ses compères, chargés en mars 2005 par Jean-Pierre Raffarin d'examiner "Les problèmes de concentration dans le domaine des médias".

Après neuf mois d'une réflexion alimentée par des repas avec Patrick Le Lay et des dirigeants du groupe Lagardère, la commission accouche de son rapport. Et, miracle, il n'est plus question de "problèmes" que dans le titre.

Pour le reste, "dans son état actuel, le paysage médiatique français n'a pas atteint un degré de concentration alarmant". Mieux, selon Lancelot, "le pluralisme et la diversité culturelle n'apparaissent pas directement menacés, aujourd'hui, par la concentration dans les médias". Il faut donc accélérer cette dernière.

Francisque Gay, résistant et responsable de la presse au Secrétariat général de l'information du Gouvernement

provisoire, expliquait peu après la Libération : "Il est un point sur lequel, dans la clandestinité, nous étions tous d'accord. C'est qu'on ne devait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent". C'était le 7 mars 1945. À cette date, Laurent Joffrin n'était pas né.

Heureusement! Car soixante ans plus tard, le directeur de la rédaction du Nouvel Observateur couinait sur France Culture (2.10.04) : "On n'y peut pas grand chose sur le plan des structures économiques. [...] Il est logique que le propriétaire fixe une orientation".

Le Plan B, sous-titre "Critique des médias et enquêtes sociales", mensuel, vient de sortir son premier numéro

Un film à voir :

Désentubages cathodiques

La télé libre Zalea TV est interdite de diffusion par le CSA depuis juin 2003. Sa candidature à la TNT nationale a été rejetée deux fois. Son obstination à dénoncer allègrement la toxicité idéologique de la télévision marchande (service public-commercial compris) n'y est sans doute pas pour rien...

Désentubages cathodiques présente une sélection de décryptages en images des

arnaques en tous genres du petit écran.

Du mensonge à la mystification en passant par la manipulation et la fausse impartialité, c'est toute la logique de la désinformation et de l'abrutissement qui est mise à jour.

Quand le roi des médias et ses bouffons politico-journalistiques sont passés au crible d'un contre pouvoir audiovisuel radical, le discrédit des "élites" sanctionné par le référendum du 29 mai se comprend mieux.

Avec *Désentubages cathodiques*, l'équipe de Zalea a pris le parti d'en rire et d'en faire rire, même si au fond, ses découvertes sont plutôt inquiétantes. Par la mise en scène d'une série de techniques très simples de télégitime défense, ce film est aussi une invitation à s'auto-désentuber en permanence.

Un nouveau jeu de société est né, amusez-vous bien !



Enfumage radiophonique

La date du 5 mars est, pour un certain nombre de Creusois, associée à la lutte, commencée depuis plusieurs années déjà, pour la défense et le développement des services publics.

Cette année, France-Inter a choisi ce dimanche 5 mars pour consacrer son émission du dimanche matin "interception", à un reportage sur les services publics en Creuse, intitulé "le cri de la Creuse".

Jean-Marc Sylvestre n'aurait pas fait mieux.

Qu'une journaliste, de l'équipe de France-Bleu Creuse qui plus est, consacre les trois quarts de son reportage aux commerces de proximité quand il s'agit de traiter des services publics, relève soit de l'ignorance, donc de l'incompétence, soit d'un parti pris ultra-libéral au regard de la signification et de l'organisation du service public.

Le déroulement du reportage était divisé en courtes séquences, de 3 à 5 minutes, et beaucoup de remplissages en bruits de toutes sortes, pour faire "campagne".

Du reste, pour que l'auditeur sache bien qu'on est en pleine campagne, les cinq premières minutes sont consacrées aux tournées des boulangers dans les villages.

Certes, on pourrait imaginer que la distribution du pain soit un service public, mais hélas, nous ne sommes pas ici dans un tel monde, et l'on s'aperçoit, dès le départ, que notre journaliste confond délibérément

service public et services de proximité.

La deuxième séquence traite du problème des médecins de campagne, à travers le cas, assez dramatique il est vrai, du médecin de Chénéraillles qui ne trouve pas d'associé pour remplacer son collègue parti depuis un an. Cette histoire est ici présentée comme une fatalité, et rien d'autre dans l'émission ne sera abordé au sujet de la santé : pas un mot sur l'hôpital en particulier.

Le problème de la poste sera ensuite abordé, à travers trois histoires : celle de Chamborand avec son point-poste installé dans un restaurant, celle de St Georges la Pougé, dont le maire raconte que son agence postale communale se gère comme une entreprise, et ne doit pas se trouver en déficit ; et enfin celle de Vidaillat dont le maire n'a pas voulu installer d'agence postale communale, sans que l'on ne parvienne à savoir pourquoi. On aura eu un quart d'heure sur la poste, pratiquement consacré à la rentabilité de la vente de timbres dans les points postes ou les agences postales, sans que jamais ne soient abordés les autres services de la Poste, et en particulier le distribution du courrier.

La misère des dessertes locales ferroviaires est abordée ensuite à travers une séquence sur le "train de la colère" : manifestation du 1er octobre 2005 sur la ligne Montluçon-Ussel, et une prise de parole du collectif de défense des services

publics de Combrailles, ainsi que du conseiller général de Crocq.

Après une courte séquence sur la disparition des petits commerces (là encore, rien que de la fatalité), l'émission finit par un rappel de la démission des 263 élus locaux en 2004, et l'interview de Philippe Breuil sur son combat pour conserver l'école à Magnat-l'Etrange.

Pour terminer en fanfare, quelques slogans entendus à la manifestation nationale à Paris le 19 novembre 2005.

Ainsi, durant ce reportage de presque une heure, soit disant sur les services publics, notre journaliste aura réussi ce tour de force de ne mentionner à aucun moment ni le nom ni même l'existence du Collectif de Défense et Développement des Services Publics, ni de la manifestation du 5 mars 2005, ni des assises de juin 2005, qui ont abouti à la création de la Convergence des collectifs au niveau national.

Ne parler des services publics qu'en termes de services au public, privatisables à volonté, sans donner la parole à ceux qui font leur combat de défendre, ou mieux encore d'imaginer ce que devraient être de véritables services publics, relève de la propagande libérale et non du professionnalisme journalistique.

Marie-Ange Camus

10 – Capitalisme à la poubelle

FAUT PAS CHARIAH ! LES PHOBIES de LAURENCE BIBERFIELD.

Je ne suis pas islamophobe, que la vérole décime mes collatéraux si semblable fléau s'abat sur mon âme. Je ne suis pas non plus christianophobe, ni judaïphobe, non plus que bouddhaphobe, confucianophobe ou hindouïphobe. Une phobie est une crainte instinctive, irrationnelle, irraisonnée, et l'horreur que m'inspirent les pouvoirs religieux est solidement étayée par des faits concrets.

La foi, comme la sexualité, est affaire intime, personnelle. Et comme la sexualité, elle doit jouir d'une entière liberté de choix. Mais quand la foi se mêle des affaires du siècle, elle devient l'argument arbitraire d'un pouvoir totalitaire. Les lois fondées sur le dogme génèrent des institutions policières et judiciaires, le bras séculier s'arme jusqu'aux dents, les têtes commencent à tomber, la plus épouvantable dictature se met en place. Quiconque se penche sur l'histoire en ressort ébloué du sang de toutes les boucheries qui se sont déroulées sous l'étendard de la foi. Pour se limiter au champ Européen, les croisades se déroulent avec leurs cortèges de massacres, sans préjudice de l'extermination routinière des hérétiques, lesquels rejoignent dans le grand charnier du service de Dieu les millions de "sorcières" brûlées vives entre le XVe et le XVIIIe siècle par la Sainte Inquisition. Protestants et catholiques s'écharpent avec ivresse, les persécutions prolifèrent. Mais il faut décidément croire que l'homme n'apprend jamais rien de l'histoire.

D'où vient que des familles politiques entières, qui, il y a un siècle applaudissaient l'anticléricalisme féroce de revues comme *La Calotte* ou *Les Corbeaux*, fricotent aujourd'hui avec des autorités religieuses par essence dix mille fois plus réactionnaires que leurs pires adversaires politiques ?

Le MRAP retient le concept d'islamophobie, aussitôt adopté par l'ensemble de la classe politique. La phobie d'une religion, le plus souvent suscitée par ses indéniables tendances totalitaires, devient un délit d'opinion. On serait mieux inspiré, en France, de parler d'une arabophobie elle bien réelle, et engraisée de vieilles haines coloniales recuites. Il s'agit tout simplement de racisme. Dans le monde, l'Islam a plus souvent les yeux bridés que les cheveux bouclés, mais de cet Islam là les Français se foutent.

Bientôt peut-être les femmes courageuses qui dans tout le monde musulman vilipendent le voile et la tyrannie religieuse se feront-elles traiter de "musulmanes islamophobes", comme les juifs qui aujourd'hui ont le toupet de se proclamer antisionistes se font traiter de "juifs antisémites". On atteint là le fond de l'indigence argumentaire, qui d'ailleurs est le propre de toute polémique dont on bannit le raisonnement au profit du dogme. De la

LE MEDEF EN
ARABIE SAOUDITE:



Les capitalistes prêts
à tout pour fourguer
leur came.

même manière, on peut être révolté par l'occupation Israélienne en Palestine sans pour autant se sentir obligé de marcher main dans la main avec des représentants politiques qui n'ont que le mot de Chariah à la bouche. Comment se sentent ceux qui ne veulent pas passer pour islamophobes quand une jeune fille est lapidée pour avoir couché avec un homme ? Quand des millions de femmes subissent la dictature d'autorités religieuses qui appliquent avec la dernière férocité des lois d'une misogynie meurtrière ? Est-ce que ce sujet est tabou chez les démocrates ? Est-il assimilé au racisme de déplorer les violences atroces dont sont victimes les femmes sous des prétextes religieux ?

En fait, on nous laisse le choix entre un féminisme forcément raciste et un universalisme qui ne peut être que misogyne. Joli tour de passe-passe. Le choix est cornélien.

J'admets volontiers que le féminisme va totalement à l'encontre de tous les dogmes religieux. La liberté sexuelle, la maîtrise de la fécondité et donc le droit à la contraception et à l'avortement, le droit à un travail salarié et à l'autonomie économique, l'égalité des droits civiques qui émancipent juridiquement de l'autorité masculine, l'exercice de l'autorité parentale par les femmes sont autant de coups de poignards dans le cœur des intégristes. Le simple fait que les femmes soient juridiquement majeures et seules juges de ce qui les concerne leur broie les tripes. Une véritable obsession sexuelle négative, qui se cristallise

sur le corps des femmes et tend à les priver de toute liberté, atteint dans les trois religions du livre des proportions effarantes. Ne la laissons pas contaminer tout le champ social sous le prétexte d'une fallacieuse tolérance. Une tolérance qui englobe les principes liberticides s'appelle lâcheté.

Toutes les autorités religieuses sont d'accord sur un point : elles exercent un lobbying à la mesure de leur influence politique pour restreindre ou limiter les droits des femmes partout sur terre. Elles ont réussi à faire avaler aux institutions internationales le principe d'équité, qui bafoue celui d'égalité. Elles tentent un forcing éhonté pour rétablir une sorte de délit d'hérésie qui s'appliquerait aussi aux non croyants.

En quel honneur une forme particulière de dictature serait-elle respectable ? La foi est respectable. Mais si les droits des femmes sont incompatibles avec les religions, les religions doivent disparaître du champ social plutôt que les femmes.

Il est vrai que tous les pouvoirs politiques, de la gauche à la droite, apprécient en connaisseurs la capacité des autorités religieuse à faire régner l'ordre.

On n'a pas le droit de mépriser les humains, mais s'opposer aux puissances qui les oppriment est un devoir. Tous les pouvoirs religieux sont oppressifs, réactionnaires et dictatoriaux. Si l'église catholique a cessé de l'être dans notre pays, c'est parce qu'elle s'est fait foutre à la porte du pouvoir politique, non parce qu'elle est devenue plus tolérante et universaliste. Redonnez-lui le moindre pouvoir et elle recommencera à pourrir la vie de tous ceux et celles qui ne se conformeront pas à ses diktats. Aujourd'hui les islamistes gouvernent plusieurs pays, et ce ne sont pas des hâves de bonheur ni de liberté. Ce sont d'épouvantables dictatures. La police des mœurs y interdit toute liberté. L'ordre moral y règne haineusement. Est-ce un idéal politique ? Je ne suis pas islamophobe. Je suis irréductiblement anti-islamiste, antichristianiste, antijudaïste, antireligieuse. Je rappelle que selon les dernières statistiques à ce sujet, qui portent sur 2005, nous sommes un milliard quatre cent millions d'athées sur cette terre. Les gens peuvent croire ce qu'ils veulent, construire des lieux de culte, observer des rites, pas imposer leur morale comme le cadre juridique d'une société policière dictatoriale. Et aucune croyance, aucun dogme ne mérite plus de respect que les êtres humains que ses zéloteurs oppriment, insultent et terrorisent. Soyons vigilants et comptons nos forces. À notre époque de franche réaction, les droits des religions pourraient très rapidement faire disparaître les droits de l'homme.

Laurence Biberfeld

DANGER : BÉBÉS DÉLINQUANTS !

Sarkozy et sa politique sécuritaire semblent ne plus avoir de limites. Après s'être occupé des adultes et des adolescents, c'est au tour des enfants, voire des tout-petits d'être dans le collimateur du ministre de l'intérieur. C'est vrai qu'il avait annoncé la couleur en novembre 2005 : « *Ce n'est pas quand un adolescent de 15 ans est devenu un délinquant multirécidiviste qu'il faut commencer à se préoccuper de son cas* ».

A l'automne dernier, le député UMP, Bénisti avait publié un rapport qui établissait déjà, sans grande finesse, le lien entre certains comportements (« déviants » !) des enfants et la probabilité qu'ils deviennent des délinquants endurcis. Le Syndicat national des commissaires de police n'avait pas voulu être en reste, proposant d'identifier les signes précurseurs de la délinquance « *dès la crèche, la maternelle ou l'école primaire* » ! Il ne manquait plus qu'une caution scientifique et médicale pour que Sarkozy nous concocte un bon vieux projet de loi sur la prévention de la délinquance dans lequel serait proposé, entre autres, la création pour chaque enfant d'un « *carnet de comportement* » ! Et bien, notre « cher » ministre a trouvé ce dont il avait besoin pour donner un peu de poids à ses élucubrations sécuritaires : une expertise collective de l'INSERM (Institut national de la santé et de la recherche médicale) sur « *le trouble des conduites chez l'enfant* ». Ce texte préconise « *le repérage des perturbations du comportement dès la crèche et l'école maternelle* ». Ainsi la boucle totalitaire est bouclée : policiers, médecins et chercheurs sont main dans la main. Sarkozy n'osait même pas rêver d'une telle alliance !

Tout est effrayant dans cette affaire, il n'y a qu'à citer quelques comportements ou attitudes (à repérer) présentés par l'INSERM « *comme associés à la précocité des agressions* » et donc « *prédictifs* » d'une délinquance annoncée. Ouvrez les yeux : « *froideur affective, tendance à la manipulation, cynisme, indocilité, hétéroagressivité, ... faible contrôle émotionnel, indice de moralité bas (!)* », tout ça pour un gosse de 3 ans.

CREUSE-CITRON peut aussi proposer quelques pistes : le dépistage in utéro de ces « déviations » avec IVG



obligatoire au moindre doute.

On croit rêver mais ces « travaux » sont tout ce qui a de plus réels. Et derrière les recommandations et solutions préconisées, c'est tout un enjeu idéologique sans équivoque qu'on trouve : les comportements sont-ils le fruit de multiples facteurs dont beaucoup d'ordre éducatif ou social ou bien ne sont-ils que le fruit d'un déterminisme aveugle à dominante héréditaire ?

Face à ce délire des plus dangereux, des professionnels de la santé (entre autres) appellent à s'opposer à « l'inacceptable ». Ils posent quelques questions fondamentales telles que : « *Faudra-t-il aller dénicher à la crèche les voleurs de cube ou les babilleurs mythomanes* » et s'inquiètent d'une possible psychiatrisation des petits ainsi que d'un fichage médico-social des individus de leur naissance jusqu'à leur mort. Cela fait penser à des dérives totalitaires pas si vieilles que ça. Pour certains, il existerait un parallèle plus qu'étroit entre la « philosophie » de Sarkozy et les chercheurs de l'INSERM : une sorte « *d'application du libéralisme au champ sociétal* ». De là à voir une continuité avec une certaine « loi sur l'égalité des chances », il n'y a qu'un pas que nous franchirons sans hésitation. Si tu es pauvre, « délinquant », chômeur, ... ne t'en prends qu'à toi-même. C'est toi le seul responsable.

Après le CPE, le combat continue. A vos stylos (ou plus) ! Une pétition nommée « *Pas de zéro de conduite pour les enfants de 3 ans* » (www.pasde0deconduite.ras.eu.org) a déjà dépassé les 100 000 signatures.

Francis LAVEIX

Lucidité ou pessimisme ?

Sur le collier du chien que tu laisses au mois d'août
Sur la vulgarité de tes concours de pets
Sur l'étendard nazi et sur le drapeau rouge
Sur la rosette au coin du vieillard officiel
Sur les blousons kaki, sur les képis dorés
Sur le cul blanc des féministes
Sur le mandrin des misogynes
Sur le béret obtus des chauvins aveuglés
Sur la croix des cathos, le croà des athées
Sur tous les bulletins et sur toutes les urnes
Où les crétins votants vont se faire entuber
Sur l'espoir en la gauche
Sur la gourmette en or de mon coiffeur de droite
Sur la couenne des connes aplaties sur les plages
Sur l'asphalte encombré de cercueils à roulettes
Sur les flancs blancs d'acier des bombes à neutron
Que tu t'offres à prix d'or sur tes impôts forcés
Sur la sébile humiliante et dérisoire
Qu'il faut tendre pourtant à tous les carrefours
Pour aider à freiner l'ardeur des métastases
Sur le mur de la honte et sur les barbelés
Sur les fronts dégarnis des commémorateurs
Pleurant au cimetière qu'ils ont eux-mêmes empli
Sur le petit écran qui bave encore plus blanc
Sur l'encéphalogramme éternellement plat
Des musclés, des Miss France et des publicitaires
Sur l'étendard vainqueur de la médiocrité
Qui flotte sur les ondes hélas abandonnées
Aux moins méritants des handicapés mentaux
Sur la Bible et sur *Mein Kampf*
Sur le Coran frénétique
Sur le missel des marxistes
Sur les choux-fleurs en trop balancés aux ordures
Quand les enfants d'Afrique écartelés de faim
Savent que tu t'empiffres à mourir éclaté
Sur le nuage sur la lune
Sur le soleil atomique
Sur le cahier d'écolier de mes enfants irradiés
J'écris ton nom : HOMME.

Pierre Desproges

Travailler, oui, mais moins qu'hier et plus que demain

12 - Mauvaises lectures

Aux armes citoyens ... Barricades et manifestations de rue en France de 1870 à nos jours de Pierre-Louis Basse et Carole Bitoun, aux éditions Hugo.doc.



Voici un gros livre (près de 300 pages, grand format) qui vaut par son iconographie et dont le titre clair et net, ne laisse pas place au moindre doute quant à son contenu !

Ce voyage inhabituel dans le monde de la contestation de rue, commence par une "Louise Michel sur les barricades" lors de la Commune de Paris en 1871 (peint en 1885 par T.A Steinlen) pour se terminer par

la manifestation du 21 avril 2005 à Paris pour protester contre les interpellations qui eurent lieu lors de l'occupation d'une annexe du ministère de l'Éducation.

Ce livre vaut essentiellement pour les très nombreuses photos, gravures, dessins,... qui émaillent plus d'un siècle de "descentes dans la rue" (sans oublier celles de l'extrême droite !).

Que d'émotions en voyant ces enfants et ces hommes travaillant dans la mine poser pour la photo ! Et ces "crosses en l'air" des mutins du 17ème à Béziers lors des manifestations de milliers de vigneron en 1907. Etonnante photo que celle de ces "ouvriers parisiens manifestant avec des couteaux entre les dents pour ridiculiser la propagande anticommuniste (1er mai 1919)". Il y aura bien sûr, 1936 et le Front populaire, la guerre de 39-45, les "événements" d'Algérie, Mai 68, la pitoyable manifestation de juin 1984 pour "l'école libre", décembre 1995 et puis ... ça continue !

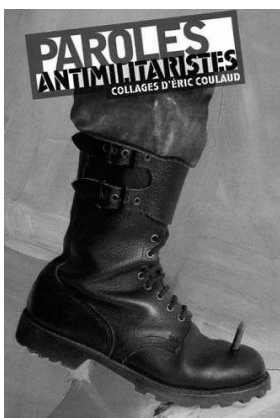
Prenons à bras le corps le slogan écrit sur les murs de Paris au moment de l'ouverture des Etats généraux (5 mai 1789) et faisons en une réalité intangible : "Les grands ne nous paraissent grands que parce que nous sommes à genoux : LEVONS NOUS !"

Attention anarchiste ! : une vie pour la liberté par Augustin Souchy. Éditions du Monde libertaire, 2006. 255 p. (Graine d'ananas).

Ce livre est le récit de la vie militante d'Augustin Souchy (1892-1984). Cet anarchiste et syndicaliste révolutionnaire allemand a été acteur ou témoin de nombreux événements du XXe siècle : les deux Guerres mondiales, la république de Weimar, le Mexique, la révolution espagnole, les kibboutz israéliens... Homme d'action, il fut aussi conférencier, orateur et auteur prolifique.

Les Editions Libertaires (de l'île d'Oléron) enrichissent leur collection "paroles" : après "Paroles anticléricales", voici des "Paroles antimilitaristes" illustrées par des collages d'E. Coulaud. Ce n'est pas un inconnu dans le milieu libertaire. Il a, en effet, créé le site internet "l'Ephéméride Anarchiste" sur lequel on a accès à une multitude de biographies de militants. A consulter pour ceux qui ne connaissent pas !

Cathy Ytak nous présente cette publication en quelques phrases : "l'histoire de l'antimilitarisme ne



s'arrête pas aux tranchées de la – der des der. Elle continue, aujourd'hui, dans ces guerres que l'on dit – propres . Et tant qu'il y aura des armées, il y aura des guerres, et tant qu'il y aura des armées, il y aura des êtres humains pour désertier et refuser de se soumettre : des réfractaires, des objecteurs (...). Des images. Eric Coulaud en a plein la tête. Elles sont toutes, à leur manière, le reflet de sa colère devant l'humain asservi, le mensonge destructeur, la mort omniprésente, l'animal que l'on flatte, l'être qu'on humilie, et de la force de dire non qui explose, brutale, dans des hurlements de couleurs et de formes enchevêtrées."

Jean-Pierre Levaray, notre compagnon libertaire, ouvrier-écrivain (qui eut les louanges d'une grande partie de la presse pour son fameux "Putain d'usine"), continue, à son rythme, de "nous faire partager et connaître des moments d'usine... Parce qu'on ne sait pas, lorsqu'on y travaille pas, ce qui se passe ni ce qui se dit derrière les murs des usines" en publiant, cette fois, une pièce de théâtre "Des nuits en bleus" (Editions Libertaires). Cette pièce, créée en janvier 2006, tourne actuellement en France et peut-être, aurons nous l'occasion de l'accueillir en Creuse ? Un projet à monter et à associer avec la venue de l'auteur !

Les Éditions Libertaires viennent de créer un **Club du livre libertaire** qui doit permettre pour les lecteurs l'achat de livres à petits prix et pour l'éditeur l'édition d'un maximum de titres. L'adhésion au Club est de 15 euros. Les adhérents bénéficient de 30 % de réduction sur l'ensemble des titres du catalogue et ils peuvent acquérir les titres à paraître avec 50 % de réduction. Les Éditions Libertaires souhaitent que d'autres éditeurs se joignent à cette initiative.

Adresse : Le Club du livre libertaire, c/o Les Éditions Libertaires, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges-d'Oléron (chèque à l'ordre des Éditions Libertaires).

Emile Pouget, par Xose Ulla Quiben, Editions libertaires
«Il porte toujours son feutre confédéral et sa pointe de barbiche. Il s'en va lentement, de son pas tranquille, perdu dans ses rêveries, quelquefois avec un filet à provisions en mains. Il a toujours son allure de bon employé scrupuleux et méthodique, d'homme paisible et rangé.

Ceux qui le rencontrent ne se doutent point qu'ils viennent de coudoyer le terrible terroriste de 1894. On peut saluer ce vétéran, il n'en existe pas des douzaines comme celui-là.» Victor Méric (Souvenirs d'un militant, La Vague, 28 février 1925).

EMILE POUGET est né en 1860 à Pont de Salars (Aveyron). Marqué à jamais par le procès des communards de Narbonne qui se tient à Rodez, il affûte sa plume incisive et révoltée dès ses années lycéennes. Monté à Paris, il est condamné à 8 ans de prison pour avoir protégé Louise Michel à la manifestation des sans travail.

Sa plume rouge et noire donne vie au virulent Père Peinard, journal pamphlétaire...

Condamnations, prison puis exil... Le gniaff journaliste n'en finit pas de s'adresser aux bons bougres et bonnes bougresses qui peinent dans la mistoufle, conspuant les bouffe-galettes de l'Aquarium aussi bien que les pisse-froids de sociaux...

Le préfet de l'Aveyron écrit au ministre de l'Intérieur en mars 1894: «Cet individu est considéré dans le pays comme dangereux»...

Effectivement, avec les anarchistes d'avant la grande guerre, il ouvre la voie au syndicalisme révolutionnaire en fondant... la CGT.

XOSE ULLA QUIBEN est né en 1958 en Galice (Espagne). Il réside en Aveyron où, sous son nom «francisé» de Josef Ulla, il exerce le métier d'instituteur.

Ecrire un livre calibré pour rapporter de l'argent, c'est se greffer un anus dans le crâne, et vivre avec l'odeur pour le restant de ses jours. K.Werdmann

REVUE DE LA PRESSE ANARCHISTE EN FRANCE

Cette presse, encore trop marginale, est toujours aussi riche d'informations, de réflexions, d'analyses diverses,... Elle nous permet d'avoir une autre vision que celle qui nous est régulièrement assénée tout azimut !

Ret Marut/B. Traven



Dans son dernier numéro de janvier, le "bulletin de critique bibliographique" **A contretemps** (n°22) nous livre un très riche dossier sur l'écrivain mythique au double nom **Ret Marut / B. Traven** (1882-1969). Qui ne connaît ou n'a lu "le Trésor de la Sierra Madre", "La Révolte des pendus" ou encore "le Vaisseau des morts" ? Par contre, le militantisme libertaire de la première partie de sa vie est sûrement beaucoup moins connu. Il fut rédacteur d'un journal révolutionnaire *Der Ziegelbrenner* ("le Fondateur de briques"), ainsi qu'une figure marquante de "la république des conseils de Bavière" (1918-1919) aux côtés de grands noms de l'anarchisme munichois tels E. Mühsam (assassiné par les nazis en 1934), G. Landauer (sans doute assassiné dès son arrestation en 1919) ou encore E. Toller (suicidé en 1939). A la chute de cet épisode révolutionnaire et de sa terrible répression, il échappa de peu à la mort et quitta définitivement le continent européen. Ce sera la fin de

son militantisme en tant que tel, seule la littérature recueillera, alors, son anarchisme ! Malgré désillusions, désenchantements, B. Traven gardera en lui, jusqu'à la fin, la flamme éternelle d'une révolte bien difficile à éteindre.

Voici deux extraits pour nous faire entrer dans le champ intellectuel de Ben Traven :

"Je veux, pour ma part, contribuer à ce que disparaissent les autorités et le respect de l'autorité, que tout homme conforte en lui-même sa conscience d'être tout aussi important et indispensable à l'humanité que n'importe quel autre, quoi qu'il fasse et quoi qu'il ait fait." *Die Weltbühne, 1929.*

"Malgré ses troubles et ses défauts, ses déceptions, ses souffrances, ses problèmes, ses événements fâcheux et ses averses de grêle ponctuelles, ce monde reste néanmoins trop beau pour qu'on l'abandonne (...). Tenez bon. Poursuivez la lutte, ne laissez pas tomber. Crachez au visage de la mort et tournez lui le dos.» (Dernier écrit de B. Traven, le 4 mars 1969, quelques jours avant sa mort)

En cet hiver 2005-2006, la revue libertaire "de réflexion et de combat" **la Question sociale** publie son numéro 3. Comme dans ses numéros précédents, la publication est centrée sur un thème précis. Cette fois-ci, c'est une étude sur "*le syndicalisme alternatif*" (en France, Espagne et Italie) qui nous est proposée. Elle fait suite à la réflexion sur la nature du syndicalisme d'aujourd'hui qui avait été le cœur du dossier précédent ("*Le syndicalisme institutionnel*").

On pourra y trouver les "*regards croisés de membres ou anciens membres de SUD sur leur expérience syndicale au sein de quatre SUD différents – PTT, Culture, Rail, Education*".

Ce document sur le syndicalisme alternatif français est complété par trois interviews de militants appartenant aux différentes CNT "*les convictions libertaires à l'épreuve du terrain*".

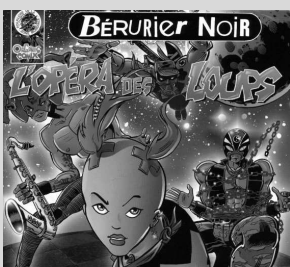
Puis avec des exemples pris en Espagne et en Italie, sont abordées deux questions de grande importance.

Quelle alternative syndicale construire dans un capitalisme modernisé ?

Comment s'opposer à la "résistible" (irrésistible ?) ascension de la bureaucratie dans le syndicalisme alternatif ?



A signaler dans le dernier numéro de **NO PASARAN** (n°46 Jan-fév 2006), un dossier "*Contre la privatisation du vivant*" avec des articles aux titres sans ambiguïté : "Ni propriété, ni communauté, vive l'inaliénabilité !", "OGM, le vivant privatisé", "Capitalistes affameurs ! Productivistes empoisonneurs !"...



L'opéra des loups de **Bérurier noir** chez Wagram. Pour pas mal d'entre nous, les **Béru**, c'était du rock "alternatif" qui crachait à la gueule du rock "institutionnel". Pas de franche recherche musicale, des paroles teintées de "politique" hurlées mais une énergie à revendre ! Que pouvait-on demander de plus en ces temps de rock

aseptisé, consensuel, rock'en rollement correct ? Vers la fin des années 80, ils décidèrent d'en rester là.

Et puis, ne les voilà-t-il pas pointer leur nez il y a 3 ou 4 ans ? Une quinzaine d'années, c'est presque une nouvelle génération. Même si ce retour peut sembler avoir des relents pas toujours très clairs (business oblige !), qu'une certaine démagogie ne soit pas très loin, que leur "militantisme" reste des plus hasardeux, c'est tout de même intéressant que cette nouvelle génération ait d'autres gens à voir et à écouter que des gus à la "rock'en roll attitude" bêlante et soumise.

Cette nouvelle production (DVD + CD), extraits de concerts à Québec, Rennes,... et à Paris lors d'une apparition surprise à une fête de la CNT, ne peut que nous réjouir. L'actualité de leurs morceaux n'a pas perdu de son "charme", il n'y a qu'à se rappeler quelques extraits de "*Petit agité*":

" Une banlieue maudite/En zone interdite/Une armée de flics/ Marqués par la haine/Les jeunes se déchaînent/On n'a rien à perdre/Les bagnoles crament/La zone en flamme/Et la folie gagne"

Sites : <http://beruriernoir.fr> ou celui de leur label *Folklore de la Zone Mondiale* www.fzm.fr



Jamais debout, toujours par terre, constamment défoncé à la bière 24 juin 2005 : **les Vieilles Salopes** commettent un nouvel album, autoproduit et disponible le jour même en téléchargement sur leur site web. Un concept hélas encore trop rare, même dans le monde du punk français, c'est pourtant la meilleure façon de faire la

musique à l'empire Universal et Cie.

Des mélodies entraînantes sur du punk efficace, un chant mixe bien géré, la recette fait mouche. Contrairement à ce que pourrait laisser penser le titre du disque les paroles parfaitement audibles délaissent les hymnes à la bière pour vous parler plutôt de leur copine Evelyne Thomas, d'un punk crétin, des macho-beaufs, ou encore de la pédophilie en milieu ecclésiastique.

Avec ce deuxième album les Vieilles Salopes affirment leur style et franchissent une étape qui les place parmi les incontournables du punk français.

14 - Mémoire au poing

La Charte d'Amiens : un syndicat, pas un parti !

Votée le 13 octobre 1906 lors du congrès de la CGT, la charte d'Amiens proclame l'indépendance du syndicat par rapport à «l'État oppresseur», au «patronat exploiteur» et à l'ensemble des partis politiques.



Victor Griffuelhes

Elle est, à l'origine, le fruit du syndicalisme révolutionnaire face aux différents courants socialistes qui rêvaient de faire du syndicalisme la courroie de transmission de leur ambition politique. Les syndicalistes révolutionnaires reprenaient la critique marxiste du capitalisme, mais ils y ajoutaient la critique de l'État, basée sur les écrits de Bakounine et de Jean Grave. Pour eux l'État n'était -n'est- qu'un instrument d'oppression. Les syndicalistes révolutionnaires n'avaient donc qu'un but : détruire l'État.

Pour Victor Griffuelhes, premier secrétaire de la CGT de 1901 à 1909, le congrès d'Amiens avait l'ambition de réaliser sur le terrain économique l'unité concrète de la classe ouvrière.

Pour Fernand Pelloutier, fondateur des Bourses du travail il s'agit de développer les idées anarchistes dans les syndicats. Cette position anarcho-syndicaliste, reprise par la charte, rejette la sujétion du syndicat à un parti ou un groupe politique, car le syndicat a ses propres solutions pour la transformation sociale, les partis étant forcément équivoques de par leur « encartage », leurs méthodes, leur jeu électoral et parlementaire.

Les anarchistes, s'ils sont à l'origine de l'idée d'indépendance et de grève générale, vont vite être convertis au syndicalisme, y développant au maximum leur propagande libertaire.

Le 8 octobre 1906, le guesdiste Victor Renard, dépose une motion demandant une collaboration étroite entre la CGT et la SFIO. Aussitôt Victor Griffuelhes, et les leaders anarcho-syndicalistes, combattent la motion Renard. Elle est rejetée par 720 voix contre 34 et 37 abstentions. C'est une motion radicalement inverse qui est adoptée le 13 octobre. La Charte d'Amiens obtient 830 voix contre 8 et une abstention.

Le congrès confirme que *La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.* Comme le souhaitent les anarcho-syndicalistes, la grève générale illimitée reste l'arme absolue. La CGT n'abandonne pas à un parti politique quel qu'il soit, le soin de réaliser l'émancipation intégrale des travailleurs. C'est le mouvement syndical qui réalisera la Révolution par la grève générale. De là découle cette déclaration des droits et des devoirs des travailleurs : *devoir d'adhérer au «groupement essentiel qu'est le syndicat» ; droit de participer, en dehors du syndicat, à toute action correspondant à ses conceptions philosophiques et religieuses ; enfin devoir de ne pas introduire ces opinions dans le syndicat.*

Désormais, une concurrence s'est instaurée entre la SFIO et la CGT. Les militants syndicalistes multiplient les sarcasmes à l'égard des politiciens et, toujours imprégnés d'idéologie libertaire, se déclarent fièrement «antivotards». Pour ces militants le «vrai parti du Travail, c'est la CGT», reprenant l'expression d'Emile Pouget.

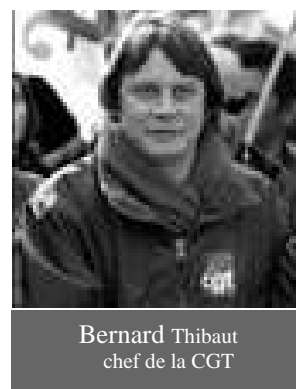


Emile Pouget

En se définissant si précisément face au politique, la Confédération obligeait désormais les partis, et spécialement les partis qui se déclarent ouvriers, à se définir eux-mêmes par rapport à elle. Cette primauté du syndical par rapport au

politique a été mise à mal avec la mobilisation des militants et des dirigeants en 1914, mais surtout après 1921 avec l'émergence d'un parti communiste reprenant la vieille tradition d'inféodation du syndicalisme à la politique. Pourtant, le défi de la charte d'Amiens est toujours d'actualité, même si ce texte est avant tout un texte de compromis entre les tendances anarchistes et réformistes de la CGT.

Si la Charte établit le principe de grève générale expropriatrice, elle assure surtout une bienveillante neutralité du syndicat envers les partis politiques qui, *en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.* Alors que la CGT "apolitique" ne se donnera jamais les moyens de donner vie au principe de grève générale, les partis politiques sauront utiliser toute leur "liberté" ainsi garantie pour renforcer leur pouvoir sur le dos des travailleurs.



Bernard Thibaut
chef de la CGT

Aujourd'hui, 100 ans après, la CGT et ses avatars sont devenus les partenaires obligés de l'État pour n'offrir que de la contestation inutile. Quand au "mouvement anarchiste" il est partagé entre ceux qui vendent de l'anarchisme (dont certains proclament ne pas être anarchistes) et ceux qui défendent encore un projet de société. Ce projet de société c'est le communisme anarchiste, ce projet appelant à un dépassement du syndicalisme. En effet, le syndicalisme étant un mode d'organisation dont la forme est structurée par le capitalisme, il ne peut abolir le capitalisme sous peine de s'abolir lui-même.

Donc s'il venait à gérer la société future, il reproduirait fatalement le capitalisme, les structures ayant toujours tendance à privilégier leur propre survie.

Alain Dekône

Sources : *Combat Syndicaliste ; Pages d'histoire de Force Ouvrière.*

Les girouettes ne tournent pas, c'est juste le vent qui change de sens

Centre International de Recherches sur l'Anarchisme

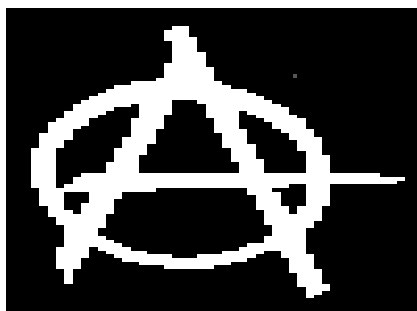
Le CIRA a été fondé à Marseille en 1965 par une poignée de militants anarchistes parmi lesquels se trouvait René Bianco (1941-2005). A l'origine, il s'agissait d'un dépôt-annexe du CIRA de Lausanne, fondé lui en 1957. Puis le CIRA de Marseille est devenu plus autonome.

Le principal but du CIRA est de collecter, de classer et d'archiver tout ce qui a un rapport avec l'anarchisme. Le fonds se compose de plusieurs milliers de livres et plusieurs centaines de brochures (dont **Creuse-Citron**). Ces documents ont été écrits par des anarchistes, publiés par des anarchistes ou portent d'une manière ou d'une autre sur le mouvement ou les idées anarchistes. Le CIRA possède également des archives personnelles de militants, des affiches, des tracts, des cassettes vidéo, des documents iconographiques (cartes postales, photos...), des travaux universitaires, des dossiers biographiques...

La bibliothèque de prêt est alimentée par les dons et les services de presse d'éditeurs (plusieurs dizaines de titres chaque année). De nombreux périodiques sont envoyés par ceux qui les éditent. Le CIRA possède un répertoire recensant 3212 publications anarchistes parues en langue française entre 1850 et 1993. L'ensemble du fonds peut être consulté par toute personne intéressée : militant, étudiant, chercheur, écrivain, universitaire, journaliste ou simple curieux.

Le CIRA organise régulièrement des débats, des tables rondes, des expositions,

des rencontres avec des auteurs et des éditeurs. Il prête des documents pour des expositions. Il participe à diverses fêtes du livre, anarchiste ou non, présentant la production des éditeurs libertaires.



Le CIRA fait partie de la Fédération internationale des centres d'étude et de documentation libertaire (FICEDL).

Le CIRA compte actuellement environ 200 membres, originaires de toutes les régions de France et de l'étranger. Certains, bien qu'éloignés de Marseille, participent très activement au CIRA (correspondances, recherches). Depuis 1987, il est constitué en association Loi de 1901. La gestion du Centre est faite de manière collective et bénévole par un conseil d'administration élu en assemblée générale. Le Centre vit essentiellement des cotisations de ses membres.

Le CIRA se trouve au 3 rue Saint-Dominique à Marseille (13001), à 5 minutes à pied de la gare Saint-Charles et de la Canebière.

Le CIRA présente ses activités, ses publications et sa bibliothèque sur Internet à l'adresse suivante : cira.marseille.free.fr

Le courrier peut être envoyé au choix à la BP 20040, 13381 Marseille cedex 13 ou au 3 rue Saint-Dominique, 13001 Marseille.

La cotisation minimale est de 25 euros par an. La cotisation souhaitée est de 80 euros par an. L'adhésion permet l'emprunt de documents.

(sources : CIRA)

Du "syndrome du puceron"

Et si la psychose actuelle suscitée par l'hypothétique pandémie de la «grippe du poulet» était surtout destinée à masquer l'ampleur du «syndrome du puceron» qui gangrène irrésistiblement notre corps social?

Car en ce début de troisième millénaire, nos gouvernants rivalisent bien d'ingéniosité pour imposer à la France la résurgence de feu l'Ancien Régime. Cette restauration, sournoisement orchestrée par une décentralisation débridée, engendre une nouvelle féodalité provinciale qui se développe et prospère allégrement sur le terreau fertile des multiples strates du millefeuille intercommunal. Chaque mandarin territorial cumule et accumule ainsi titres et privilèges qui lui permettent de régenter à sa guise la cour des vassaux municipaux, tous plus ou moins tributaires des faveurs et subsides du suzerain. Mais cet édifice pyramidal ne peut se consolider et perdurer qu'en phagocytant la base, sans cesse élargie, de la servitude populaire.

Comme la société des fourmis qui pratique l'élevage de sa colonie de pucerons pour en récolter le précieux miellat, voilà donc notre caste des nantis qui entretient son dévoué et docile cheptel de manants, l'humiliant suffisamment pour pouvoir le maintenir dans une soumission résignée, l'affamant juste assez pour qu'il demeure laborieux et productif, sans manifester la moindre velléité d'affranchissement. Et nos dirigeants poussent plus loin encore le mimétisme animalier : telles les fourmis qui concèdent aux abeilles butineuses une part de la subtile pitance exsudée par les pucerons, nos élites institutionnelles sous-traitent leur prolétariat domestique auprès de toute une nuée de prédateurs financiers et boursiers avec lesquels ils cohabitent d'ailleurs en parfaite symbiose.

Il ne reste qu'à espérer que le petit peuple servile des pucerons finira bien par secouer vigoureusement son frêle rameau pour aller chercher des poux sur la tête de toutes les frivoles cigales du libéralisme cannibale!

Tiré du courrier des lecteurs de la revue "A contre courant" n° 271.

Creuse-Citron

s'adresse à tous ceux et celles qui luttent contre la falsification de l'information et la diffusion généralisée de l'idéologie libérale. C'est un journal indépendant et libertaire qui s'interdit toute exclusive et tout prosélytisme en faveur de telle ou telle organisation syndicale ou politique. Sur cette base nous publierons toutes les informations que vous nous ferez parvenir.

Ce journal est réalisé par le Collectif libertaire Creuse-Citron

IPNS

Abonnements

Les frais d'envoi postaux sont de 1 € par numéro. **Creuse-Citron** étant à prix libre, vous pouvez ajouter ce que vous voulez, sachant que le coût de fabrication d'un numéro est de 50 cts. Indiquez le nombre de numéros que vous désirez recevoir et rédigez votre chèque à l'ordre de **Citron Libre**. Ou bien adressez-nous un courriel pour recevoir la version PDF.

Courrier : Creuse-Citron C/o CNT 23 BP 181 23004 Guéret

Courriel : creusecitron@free.fr

Nous vous proposons **Creuse-Citron** à prix libre. C'est, pour notre collectif, une démarche politique, non marchande, alors que par ailleurs, l'habitude est de payer le même prix, que l'on soit fortuné ou pauvre. Le prix libre n'est pas pour autant la gratuité : c'est donner la possibilité d'acquiescer un même produit selon ses moyens et ses motivations. Sachant que tout a un coût, sachez que celui de fabrication de **Creuse-Citron** est de 50cts.

16 – Vous êtes cernés !

ESSAIS MEURTRIERS

Quasiment tous les jours dans le ciel de Chambon, dans le ciel de Boussac, il y a des vrombissements inquiétants d'un avion qui tourne sans cesse au dessus de nos têtes, et cela n'a rien à voir avec le passage pacifique des petits avions de tourisme qui décollent de St Laurent.

Un gamin de l'école de Soumans me dit : "tu vois, là, au dessus des nuages, ça, c'est un avion sans pilote guidé depuis le sol".

Ah, ah, me dis-je (je digère mal) les amerlos appellent ça un drône, capable de tuer dans sa voiture n'importe quel Palestinien présumé terroriste, sans compter les dégâts collatéraux, enfants sortant de l'école, soudain broyés,... et deux lignes dans le journal.

Ce n'est que de l'ordinaire. Demain, l'armée du futur caudillo de France et d'ailleurs pourra éliminer (avec dégâts collatéraux) la tête des cortèges anti C.P.E.

On n'arrête pas le progrès.

Jean Valjean

CNT Carnet rouge et noir

Le syndicat Intercorporatif CNT de la Creuse est heureux de vous annoncer la naissance du Syndicat des Salariés de l'Aide à la Personne et à son environnement et de la Bourse du Travail des Salariés du particulier employeur.

Cette Bourse du Travail a pour but de mutualiser, pour les syndiqués, l'offre et la demande d'emploi dans le domaine vaste et juridiquement flou du Chèque Emploi Service Universel.

Ceci pour contrebalancer l'implantation d'agences de placement contrôlées par les organisations patronales d'employeurs particuliers et autres organismes intermédiaires proliférant sur le salaire ouvrier.

Toute personne (auxiliaire de vie, aide à domicile, jardinier) voulant tenter l'aventure peut nous contacter dès à présent.

Interco CNT de la Creuse, BP 181 23004 GUERET Cedex. Tel 06 14 86 22 48
Courriel interco23@cnt-f.org

Des repaires "Là-bas, si j'y suis", où se retrouvent des auditeurs de l'émission de Daniel Mermet sur France Inter, se lancent dans nos cafés :

- Le *Fabuleux destin* (Aubusson) le 2ème samedi du mois à 15h
- L'*Heure creuse* (Lupersat) le 1er vendredi du mois à 19h
- *Woodstock Boogie-bar* (Limoges) le 1er mercredi du mois.

20 ans après Tchernobyl Jeudi 11 mai à 21 heures à L'ATELIER (Royère de Vassivière)

Alors que la France semble s'engager, dans l'indifférence générale, dans la relance de son programme électronucléaire, avec la construction d'un premier réacteur EPR à Flamanville, le projet de site d'enfouissement à Bure ou la volonté de vendre ses réacteurs à l'Inde ou la Chine, il est urgent de revenir sur l'accident de Tchernobyl, l'orchestration de son occultation ainsi que de son oubli, pour en tirer quelques leçons afin de développer une opposition radicale au nucléaire aujourd'hui.

PROJECTION suivie de DEBAT de 2 moyens-métrages de Vladimir TCHERKOFF

« LE SACRIFICE » qui suit pendant plusieurs années, l'évolution d'un liquidateur, un de ces hommes (de 300 à 900 000) qui furent utilisés après la catastrophe pour en limiter les conséquences.

« CONTROVERSES NUCLEAIRES » qui décrit les débats relatifs aux conséquences sanitaires de l'accident lors d'une réunion internationale d'experts mise en parallèle avec des images relatives aux conditions de vie dans les régions dites « contaminées ».

Pour tout renseignement : 05 55 64 92 11

Une semaine de cinéma autour du Front populaire



05 55 26 32 25 Association Autour du 1er mai, Peuple et Culture et Cinéma Le Palace

Chanteur amateur et sa mandoline folk cherche 2 ou 3 musiciens-acoustiques : chanteur-euse, guitare folk, violon, percus ou autres. Esprit décroissance et libertaire bienvenu.
Contacter Jérôme au 06 82 02 17 23.

Il y a 50 ans... Quand des rappelés résistaient en Creuse



Le 5 mai à Limoges

14h : projection de *Guerre et Baillon* et débat au Conseil Régional (entrée libre).

20h15 : projection de *La Bataille d'Alger* et débat au Lido (tarif unique 4,5€)

Le 6 mai en Creuse

11h : Cérémonie officielle à la mairie de La Villedieu

13h : Couscous au Villard (réservation obligatoire)

A partir de 15h : débats, projections et musique au Villard.

Renseignements, réservations :
Mémoire à Vif 05 55 30 85 25

Où trouver Creuse-Citron ?

Aubusson : Bar *Au Fabuleux Destin*, 6 rue Roger Cerclier.

Champagnat : Snack-bar *Aux deux Pas d'là*

Chaussidoux : Bar Restaurant *La Stabu* 23200 St Maixant

Guéret :

Bar-tabac *Le Balto*, place du Marché.
Librairie *Les Belles Images*, rue Eugène France.

Bar-tabac *Le Bolly*, 2 rue Maurice Rollinat

Royère : Bar *L'atelier*.

Sardent : Bar *Chez Bichette*
Bar *Chez Josiane*

St Laurent : Bar *L'Envolée* 13 rue des Cerisiers

Eymoutiers : Librairie *Passe-Temps*

Lupersat : Bar *L'heure creuse*

Champagnat / St Domet : à *La Naute et bien sûr*
dans les manifs et rassemblements



1254945000139875 638415315



La copie et la diffusion des textes publiés dans ce journal est libre et fortement encouragée.